

*Questions orales*

dans les deux sens et qu'un certain nombre de nos entreprises d'imprimerie cherchent elles aussi à pénétrer aux États-Unis.

**M. Jim Peterson (Willowdale):** Monsieur le Président, le ministre dit qu'il a examiné le problème. Le gouvernement a été mis au courant du problème il y a quatre ans. De plus, dans l'étude sectorielle signée par le ministre, le gouvernement a reconnu que l'Accord de libre-échange avait causé des problèmes aux imprimeurs canadiens.

Je le demande donc au ministre, combien de temps encore les imprimeurs canadiens vont-ils devoir encaisser les coups des Américains avant que le gouvernement réagisse?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Comme je l'ai dit, monsieur le Président, je me propose de transmettre la question à mon collègue, le ministre du Revenu national, qui est aujourd'hui retenu à l'extérieur de la Chambre par affaires, comme le député le sait.

Ma première réponse vaut toujours pour répondre à sa question.

\* \* \*

#### L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN

**L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord):** Monsieur le Président, comme ce sont manifestement les États-Unis qui établissent le calendrier des négociations commerciales avec le Mexique et le Canada, la ratification d'un accord cette année semble de plus en plus improbable.

Le gouvernement est-il prêt à suspendre les négociations jusqu'à ce qu'un éventuel nouveau gouvernement américain rende une décision à cet égard? Ou encore, compte tenu du travail déjà accompli, le gouvernement participerait-il à un accord distinct entre le Canada et le Mexique, comme l'a dit un haut représentant commercial canadien en mai dernier?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, l'objectif des trois pays est de poursuivre sans tarder les négociations.

Je rencontrerai mes homologues des deux autres pays lundi, mardi et mercredi prochains. À ce moment-là, nous examinerons la situation relativement aux principales questions non réglées. Cette rencontre ne sera certainement pas la dernière. Elle nous permettra de voir exactement où en sont les négociations et, à partir de là,

nous espérons pouvoir donner des instructions aux négociateurs.

Comme mon collègue l'a probablement lu dans l'article du *Globe and Mail* ce matin, il y a beaucoup d'incertitude relativement à la disposition du Congrès américain à étudier cette question. Nous suivons la situation de très près.

**L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord):** Monsieur le Président, le ministre sait fort bien que le dernier point dont il vient de parler nous amène à nous demander ce qui arrivera si les négociations trilatérales sont suspendues.

L'an dernier, l'ambassadeur du Mexique au Canada a soulevé la possibilité d'un accord distinct entre ces deux pays dans l'éventualité où Washington retarderait les négociations trilatérales. Un représentant commercial canadien a appuyé cette proposition qui, selon lui, serait accueillie avec intérêt au Canada.

Est-ce que le ministre considère cette proposition comme une solution possible si jamais l'accord trilatéral était retardé par l'élection présidentielle aux États-Unis?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, l'élection présidentielle aux États-Unis aura lieu au début de novembre. Selon la procédure d'approbation accélérée que doit suivre le Congrès américain, la date limite est le 28 février 1993. La question de mon collègue est donc quelque peu hypothétique. Je veux seulement lui signaler que, s'il y avait un accord initial, il resterait encore quelques mois pour régler la question avant la fin de cette période.

\* \* \*

#### LES PÊCHES

**M. David D. Stupich (Nanaimo—Cowichan):** Monsieur le Président, les pêcheurs qui sont allés à l'extérieur de la zone de 200 milles pour essayer d'expliquer au monde entier le désastre écologique provoqué par la surpêche étrangère, sont plutôt laissés à eux-mêmes. Libéraux et conservateurs se blâment mutuellement. Les libéraux savent toutefois pertinemment que, comme les conservateurs, ils n'ont rien fait du rapport publié en 1980 par le Conseil économique du Canada ni du rapport Kirby publié en 1982.

Voici ma question: Qu'allons-nous faire à partir de maintenant? Le ministre des Pêches et des Océans a-t-il envisagé la possibilité de convoquer une réunion de l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest et de proposer des mesures qui confèreraient plus de pouvoirs à cette organisation et qui lui donneraient la latitude voulue pour surveiller ses propres membres?